

justice climatique et énergétique

changer le système et non le climat, à la cdp 17 de durban et au-delà

À mesure que les émissions atteignent des niveaux sans précédent¹ et que la possibilité de prendre des mesures collectives à propos du changement climatique se réduit de plus en plus, les Amis de la Terre International s'unissent aux mouvements sociaux, aux peuples autochtones et aux travailleurs, aux activistes, aux syndicats et aux organisations de femmes pour réclamer un changement de système et la justice climatique.

Nous luttons pour un régime climatique international équitable, basé sur les connaissances scientifiques et sur la justice, où les pays industrialisés s'acquitteront de leur responsabilité historique, morale et juridique de réduire radicalement leurs émissions et de transférer les fonds publics nécessaires pour que les pays du Sud puissent faire la transition vers des sociétés non polluantes et durables et s'adapter aux effets destructeurs du changement climatique. Des mesures de transition justes devraient être adoptées à l'échelon mondial, pour que les économies puissent se détacher de l'exploitation non durable et de la mondialisation qui fait passer les profits avant le bien-être des gens et la survie de la planète.

la science est irréfutable. D'après l'Institut Goddard d'études spatiales de la NASA, la température moyenne a augmenté de 0,8 degrés Celsius dans le monde entier depuis 1880². Or, on pense déjà qu'un réchauffement supplémentaire de 0,6 degrés Celsius est inévitable, même sans aucune augmentation de la concentration des émissions de gaz à effet de serre³. Il est donc très probable qu'il sera inévitable de dépasser une augmentation de la température de 1 degré Celsius, et qu'il sera même extrêmement difficile de la stabiliser à 1,5 degré.

Le Programme de l'ONU pour l'environnement (PNUE) a annoncé que la température mondiale pourrait monter de cinq degrés Celsius avant la fin du siècle⁴. Une augmentation de deux degrés ne peut pas être considérée comme « sûre », car le système climatique pourrait atteindre des points de basculement et avoir des effets très nuisibles, surtout en Afrique, dans les petits États insulaires et dans les pays

côtiers situés à basse altitude, comme le Bangladesh. Le dépassement de certains seuils provoquerait, par exemple, la fonte du pergélisol qui s'accompagnerait de la libération de méthane, et le dépérissement de la forêt amazonienne. Une augmentation de quatre degrés provoquerait une montée du niveau de la mer de deux mètres, ou bien davantage au cas où la plaque de glace du Groenland et de l'Antarctique occidentale commencerait à fondre de manière irréversible⁵. Ce niveau de réchauffement dépasserait toute possibilité d'adaptation⁶.

Le changement climatique fait déjà subir des inondations, des sécheresses et des pénuries d'aliments à des centaines de millions de personnes. En 2011, l'Australie, le Sud et le Sud-Est de l'Asie, le Brésil et l'Amérique centrale ont été frappés par des inondations dévastatrices et, dans la Corne de l'Afrique, la famine sévit sur des millions de personnes. Les États-Unis connaissent des phénomènes météorologiques extrêmes sans précédent, comme des orages intenses et des ouragans, des inondations, des sécheresses et des incendies de forêt. Les pays du Sud sont exposés aux dangers les plus immédiats. Un tiers de l'humanité, situé surtout en Afrique et en Asie du Sud, risque de subir l'impact le plus fort du changement climatique, tandis que les pays européens riches sont les moins vulnérables⁷ mais ne pourront pas échapper à l'impact d'une crise climatique de plus en plus grave. Les communautés pauvres qui habitent les régions côtières, les zones inondables et les terres situées au-dessous du niveau de la mer sont les plus exposées à ces dangers⁸.

Or, malgré ces événements tragiques dont la fréquence et l'intensité vont très vite augmenter dans le monde entier, lors des pourparlers sur le climat à Durban les pays riches vont probablement proposer de s'engager à une réduction des émissions faible et volontaire, et d'élargir la porte de sortie que représentent les systèmes de compensation d'émissions. Ce refus des principaux responsables de s'attaquer à la crise climatique se heurte à l'opposition énergique des pays en développement, des mouvements sociaux, des peuples autochtones et des organisations de la société civile ; en outre, il montre que les politiques des gouvernements sont sous la mainmise des sociétés multinationales et des intérêts commerciaux et financiers nationaux.

historique de la ccnucc

De mieux en mieux informés des données de la science climatique, les gouvernements décidèrent de signer la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) lors du Sommet de la Terre de Rio,

en 1992⁹. Le principe directeur de cette convention, « des responsabilités communes mais différenciées », attribue aux pays développés une charge plus lourde dans la lutte contre le changement climatique qui a été causé surtout par plus de 150 ans de pollution industrielle. Avec à peine 15 % de la population du monde, les pays développés sont responsables de 75 % des émissions de CO₂ du monde. La contribution des plus pauvres (10 % de la population mondiale) a été de moins de 1 % de ces émissions. Pourtant, ils sont les plus touchés. Ainsi, les pays industrialisés ont contracté une « dette climatique » à leur égard, c'est-à-dire une compensation pour les effets disproportionnés qu'ils sont en train de subir. Le partage des émissions historiques et actuelles étant si inégal, les pays développés sont légalement obligés de s'y attaquer au plus vite, et de fournir aux pays en développement les ressources financières et les technologies nécessaires pour qu'ils puissent prendre des mesures d'atténuation et d'adaptation.

Le Protocole de Kyoto de la CCNUCC, adopté en 1997, contient deux éléments fondamentaux mais contradictoires. Premièrement, il fixe des objectifs de réduction obligatoire des émissions pour 37 pays industrialisés : 5 % en moyenne, par rapport aux émissions de 1990, pendant la première période d'engagement du protocole, de 2008 à 2012. Or, l'accord des pays développés a été conditionné à l'établissement d'échappatoires qui les dispensent d'atteindre réellement ces objectifs. Ainsi, en opposition diamétrale à l'objectif de réduction des émissions, le Protocole de Kyoto a créé des mécanismes commerciaux, dont le Mécanisme de développement propre (MDP), qui permettent aux pays riches de compenser leurs émissions en finançant, dans les pays en développement, des

projets supposés réduire les émissions. Cette porte de sortie permet aux pollueurs de payer pour éviter de réduire leurs émissions, et consolide des modèles de croissance basés sur de l'énergie sale.

la trajectoire des pourparlers et l'absence d'action

Surtout depuis le fiasco des pourparlers de l'ONU à Copenhague en 2009, les négociations sur le climat ont été gâchées parce que les pays développés n'ont pas voulu prendre des mesures pour combattre le changement climatique, comme l'exige la Convention de l'ONU. Au lieu de s'engager à réduire obligatoirement leurs émissions sur la base de la justice et de la science climatique, les pays développés ont cherché à remplacer ce régime par un système d'engagements volontaires et, parallèlement, à multiplier les échappatoires que comporte la compensation d'émissions. En prenant en compte les compensations dans les réductions d'émissions convenues, les pays industrialisés pourraient en fait accroître leurs émissions de jusqu'à 6 %, mettant ainsi le monde sur la voie d'une augmentation de la température de cinq degrés Celsius¹⁰.

Depuis 2007, date de la CdP 13 à Bali, les pays développés sont retournés sur leur promesse de se fixer de nouveaux objectifs et d'apporter aux pays en développement le soutien financier et technologique nécessaire, comme prévu dans le Plan d'Action de Bali. Lors de la CdP 15, l'Accord de Copenhague, adopté de façon non démocratique, à portes fermées et par des tactiques d'intimidation, et non par la suite de négociations ouvertes et transparentes, a fixé la route à suivre vers un nouveau système d'engagements volontaires. Un an plus tard, à Cancún, le contenu de cet accord illégitime



Des trieurs de déchets marchent pour leur droit au travail à Pietermaritzburg, Afrique du Sud.

groundWork

a été adopté, et l'inaction et la pauvreté des résultats se sont répétées. À l'exception de la Bolivie, les pays ont approuvé les textes de Cancún, qui renforçaient le modèle basé sur des promesses sans contrainte juridique. La décision prise à Cancún de limiter le réchauffement global à deux degrés est vaine, puisqu'elle ne résout pas le problème des réductions et des échappatoires.

Les pays en développement, dont le Groupe africain¹¹, celui des Pays les moins avancés et l'ALBA¹², demandent que les pays développés se fixent des objectifs de réduction des émissions fondés sur les connaissances scientifiques, en application du cadre juridique de Kyoto, pour la deuxième période d'engagement¹³. Les États-Unis sont à la tête de ceux qui veulent remplacer les réductions obligatoires par un système de promesses faible et inefficace. Le Japon, la Russie et le Canada ont annoncé qu'ils ne participeront pas à une deuxième période d'engagement, tandis que l'UE, l'Australie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suisse ont mis des conditions pour accepter de considérer ces engagements¹⁴. Même en l'absence d'une deuxième période d'engagement, les pays riches demandent la continuité et l'expansion des mécanismes de marché et des compensations.

Les marchés du carbone sont présentés comme la panacée pour sortir de la crise climatique, alors qu'ils ne font rien pour réduire les émissions. Les intérêts commerciaux orientent de nouvelles initiatives commerciales qui soutiennent le refus des gouvernements de s'attaquer à la crise climatique en abandonnant les combustibles fossiles. De nouvelles propositions « sectorielles » sont présentées, avec le soutien de la Banque mondiale, pour étendre l'échange de carbone au-delà des projets MDP, en permettant à des secteurs entiers de l'économie de générer des compensations. Les projets de compensation fondés sur la réduction du déboisement et de la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+), ainsi que les compensations basées sur le carbone stocké dans le sol, pourraient aboutir à la privatisation de terres et au déplacement massif des populations locales, pour compenser la pollution industrielle du Nord¹⁵. Des forêts pourraient être abattues et remplacées par des plantations industrielles d'arbres. Shell, BP et Chevron Texaco commencent déjà à entreprendre des projets forestiers pour « verdier » leur réputation ternie et gagner de l'argent en investissant dans le marché du carbone¹⁶.

Puisque le système d'engagement et de révision impliquerait que les compensations ne suffiraient pas à atteindre des objectifs contraignants, les pays riches sont en train de présenter les marchés du carbone comme une source de financement pour le climat, afin de continuer à les développer. Or, ces marchés ont eu de très mauvais résultats en matière de financement destiné aux pays du Sud. Plus de 99 % de l'argent généré par le MDP et par le Système d'échange de quotas d'émission de l'UE vont aux négociants en carbone, aux courtiers, aux vérificateurs et aux promoteurs de projets, et les pays en développement n'en reçoivent qu'une fraction minuscule. De leur côté, ces pays sont confrontés aux effets destructeurs que les projets de compensation ont souvent sur

les communautés et sur leurs moyens de subsistance¹⁷. En outre, les résultats des pays industrialisés sont désastreux : sur les 30 milliards USD promis à Copenhague, seuls 5 milliards environ ont été remis aux pays en développement depuis 2009¹⁸. Et pour compléter le tableau, la plupart de ces fonds ne sont pas additionnels ; il s'agit plutôt d'un détournement de l'aide au développement prévue pour répondre à d'autres besoins sociaux essentiels.

Pourtant, la CdP 16 à Cancún a apporté une lueur d'espoir aux pays en développement, en annonçant la création d'un Fonds vert pour le climat (GFC d'après l'anglais) et d'un Comité de transition chargé de formuler les détails de ce fonds pour l'approuver à Durban. Cependant, malgré l'opposition des mouvements sociaux et des organisations de la société civile, la Banque mondiale, qui prête des milliards de dollars à des projets d'extraction de combustibles fossiles et qui héberge des fonds pour le carbone préjudiciables¹⁹, a été chargée de l'administration de ce nouveau fonds.

Le GCF propose de s'engager à « mobiliser ensemble » 100 milliards USD par an d'ici à 2020 ; l'argent proviendrait de sources publiques mais aussi privées, ce qui exposerait le Fonds à des propositions nuisibles, basées sur le marché. Ce financement est conditionné à la réduction d'émissions dans les pays en développement, et non dans ceux qui portent la responsabilité historique du changement climatique ; d'autre part, on ne sait pas si le financement se ferait sous la forme de subventions ou de prêts²⁰. Cette dernière option augmenterait la dette des pays du Sud, de sorte que la pauvreté y continuerait de s'aggraver. Les États-Unis prétendent que les pays en développement et le secteur privé contribuent à alimenter ce fonds²¹.

le contexte politique: L'environnement politique général est en train d'influer négativement sur les négociations internationales. Depuis la fin 2008, les marchés mondiaux sont en crise permanente. Les banques responsables de l'architecture financière mondiale ont provoqué cette crise avec leurs activités financières irresponsables, sur lesquelles les organismes de contrôle gouvernementaux ont fermé les yeux. Des billions de dollars des deniers publics ont été dépensés en programmes de sauvetage pour soutenir le système financier qui périssait, tandis que ses cadres recevaient des milliards de dollars en dividendes exceptionnels²². La Banque mondiale tant controversée a déclaré que cette crise économique mondiale fait qu'il soit plus difficile aux pays « d'être vraiment généreux à l'égard de la finance du climat »²³. L'accent est mis maintenant sur l'argent d'origine privée plutôt que publique. Partout au monde, des coupes claires sont appliquées aux budgets des secteurs publics de la santé, de l'éducation et des pensions. En plus, l'expansion des marchés du carbone préconisée dans les négociations implique la création de nouveaux permis de polluer, lesquels comportent le risque de créer une nouvelle bulle spéculative financière.

Tandis que le discours politique dominant affirme que l'argent disponible pour le climat et les services publics est très limité, les militaires et le secteur financier continuent de recevoir un financement généreux. Les États-Unis affectent plus de 700



milliards de dollars par an aux dépenses militaires, soit au moins 40 fois plus qu'à l'action pour le climat²⁴. Des billions de dollars ont été dépensés dans la guerre illégale²⁵ contre l'Iraq, qui a attisé le changement climatique et mis 60 % des réserves pétrolières de l'Iraq sous le contrôle à long terme d'entreprises étrangères, en ce qui représente la vente de pétrole la plus importante de l'histoire²⁶.

de durban à rio: À la suite de la CdP 17 à Durban, les leaders mondiaux seront chargés d'évaluer les 20 dernières années et de dessiner une feuille de route pour s'acheminer vers une « économie verte » mondiale lors de la Conférence de l'ONU sur le développement durable, dénommée Rio+20, qui aura lieu en juin 2012, c'est-à-dire deux décennies après le Sommet de la Terre de 1992. « L'économie verte » est un concept mal défini, qui pourrait ouvrir la voie à des démarches dangereuses pour s'attaquer à la crise écologique actuelle tout en négligeant des aspects importants concernant la justice sociale et les droits de l'homme aux plans national et international. Certains s'inquiètent que des solutions fausses, comme les marchés du carbone, les agrocombustibles et la géo-ingénierie à grande échelle, soient introduites dans le processus de Rio+20. Nous réclamons un changement structurel profond, et l'abandon du modèle néolibéral qui bénéficie aux élites mais aggrave la crise écologique. Une économie verte authentique devrait défendre les droits des communautés et les moyens d'existence durables, enracinés dans les divers contextes locaux, et nous conduire vers un monde transformé, équitable et sans émissions.

que doit-il se passer ?

réduire les émissions, rejeter les marchés du carbone: Les possibilités d'obtenir des réductions d'émissions juridiquement contraignantes sont très faibles, puisque le Japon, le Canada et la Russie ont déclaré qu'ils ne s'engageraient qu'à des réductions volontaires. Les États-Unis ont réaffirmé leur refus de signer le Protocole de Kyoto, et l'UE n'a pas donné un soutien concluant aux réductions obligatoires²⁷. 65 % des promesses de réduction proviennent des pays en développement, alors que 75 % des émissions historiques proviennent des pays développés. Une méthode modérée pour distribuer le budget carbonique qui reste – qui consisterait à répartir l'espace atmosphérique en fonction de la population des divers pays, sans prendre en compte leur responsabilité historique – impliquerait que les États-Unis réduisent leurs émissions de 95 % d'ici à 2030, et l'UE de 80 %, pour éviter une montée de la température de deux degrés (qui ne peut pas être considérée comme « sûre »)²⁸. Plus tard on s'y prendra, plus difficile il sera de réduire les émissions à temps.

La compensation d'émissions doit être rejetée parce qu'il ne reste plus d'espace atmosphérique pour que la pollution puisse continuer comme avant. Il est essentiel de bloquer les propositions fondées sur le marché, y compris les nouveaux marchés « sectoriels », REDD+ et la compensation par le carbone du sol. Au lieu d'essayer de réduire les émissions ailleurs, les pays doivent abandonner les énergies sales, investir dans des énergies propres appropriées et réduire leur

consommation d'énergie dans tous les secteurs, y compris l'industrie et l'agriculture.

le financement de la transformation: Pour que le Fonds vert pour le climat (GFC) soit efficace et crédible, il faut en exclure la Banque mondiale et le secteur privé. Il faudrait accorder immédiatement la priorité à des sources innovantes de fonds publics pour le financement du climat. Une petite taxe sur les transactions, ou « Taxe Robin Hood », sur la spéculation financière, et une réaffectation des dépenses militaires, fourniraient des fonds pour la réduction des émissions et pour l'adaptation.

la protection de la biodiversité et le respect des droits:

Les pourparlers sont dominés par les propositions fondées sur le marché dans le cadre de la réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (REDD+). Les projets de type REDD+ sont déjà en train de marginaliser les communautés locales, dont beaucoup manquent de sécurité foncière. À moins qu'il y ait un revirement total, l'application mondiale du système REDD+ déclencherà l'accaparement de terres en raison de l'accroissement de leur valeur, ouvrant ainsi la voie à des conflits territoriaux et à des modèles de conservation exclusivistes, tels que la gestion des forêts à but lucratif par des privés. Les gouvernements devraient plutôt lutter contre la surconsommation qui est à l'origine du déboisement, et faire respecter le droit des peuples autochtones et des communautés locales de gérer et de préserver leurs forêts.

l'appel de la raison pour la justice climatique: En réponse au fiasco de Copenhague, le gouvernement de Bolivie a accueilli la « Conférence des peuples sur le changement climatique et les droits de la Terre-Mère », à Cochabamba, en avril 2010. Cet événement a rassemblé plus de 30 000 personnes du mouvement pour la justice climatique, et il a abouti à l'Accord des Peuples, qui contient des demandes progressistes en matière de technologie, de finances, de forêt, de réduction des émissions et de droits²⁹. À Cancún, la Bolivie s'est opposée au résultat final du fait qu'il était plein de portes de sortie pour les pollueurs, qu'il favorisait l'expansion des marchés du carbone et qu'il faisait porter aux pays en développement une part injuste du fardeau des mesures à prendre .

Aux États-Unis, il y a eu de protestations sans précédent contre l'exploitation moralement contestable des combustibles fossiles et contre l'inégalité provoquée par une élite minoritaire. La campagne contre l'oléoduc Keystone XL, qui transporterait le pétrole de sable bitumineux du Canada au Golfe du Mexique, a suscité des manifestations et des occupations dans tout le pays³⁰. Le mouvement Occupons Wall Street – inspiré des manifestations contre les mesures d'austérité en Espagne, en Grèce et au Chili, et des soulèvements politiques en Égypte et en Tunisie – s'est propagé à travers les États-Unis et dans le monde sous la devise « Nous sommes les 99 % ». Le mouvement a canalisé le mécontentement du public dans une nation où 1 % de la population prend presque un quart des recettes et contrôle 40 % de la richesse du pays³¹. D'après une étude faite par l'ONU en 2006, 1 % des adultes les plus riches du monde possèdent environ 40 % de la richesse de la planète³². Le 15 octobre, il y a eu des manifestations du

mouvement « Occupons » dans plus de 1 000 villes de 82 pays³³.

Ces vagues d'action politique ont insufflé davantage de vie dans le mouvement pour la justice économique et environnementale. Les revendications d'un changement du système où l'économie est dominée par une élite font écho à notre objectif de démanteler le néo-libéralisme et de mettre en œuvre une transition juste vers des sociétés durables. Il est essentiel de renforcer et de multiplier les manifestations de ce genre pour que l'avis des gens comme vous et moi soit entendu par les politiciens et que nos intérêts prennent le pas sur les préoccupations étroites et intéressées des multinationales et des élites.

recommandations pour la cdp 17 et au-delà: Nous atteignons un point culminant dans la lutte pour des réductions radicales des émissions de gaz à effet de serre et pour un changement du système économique injuste et inviable qui sous-tend la crise climatique. Les élites économiques et les sociétés multinationales intensifient leurs efforts pour servir et protéger les intérêts commerciaux en proposant de fausses solutions comme les marchés du carbone. Cette injustice se heurte à la résistance de mouvements, organisations et activistes qui réclament la transformation des sociétés afin de récupérer notre avenir. Les Amis de la Terre International demandent aux gouvernements, lors de la CdP 17 :

- d'accepter des réductions des émissions fortes et juridiquement contraignantes pour les pays développés, en se basant sur les connaissances scientifiques, sur l'équité et sur le principe des responsabilités communes mais différenciées ;
- de s'engager à fournir aux pays en développement des fonds publics appropriés et suffisants pour l'atténuation et l'adaptation ;
- de rejeter toutes les formes de commerce et de compensation des émissions ;
- d'entreprendre dans chaque pays une transition juste vers des économies vertes authentiques, en réduisant le flux de matières premières et la consommation, en investissant dans l'infrastructure publique, l'énergie renouvelable, des emplois « verts », une agriculture durable à petite échelle et une conservation de la biodiversité et des forêts menée par les communautés ;
- de respecter et de faire appliquer les droits des peuples autochtones et des communautés locales ;
- de rejeter absolument les plantations d'arbres en régime de monoculture, les agrocombustibles et les OGM, ainsi que toute autre solution fautive comme l'énergie nucléaire ou le captage et le stockage de carbone ;
- de respecter le moratoire sur la géo-ingénierie déclaré par la Convention sur la diversité biologique³⁴.

references

- 1 D'après l'Agence internationale de l'énergie, les émissions de CO₂ associées à l'énergie en 2010 ont été les plus fortes de l'histoire. http://www.iea.org/index_info.asp?id=1959.
- 2 <http://www.nasa.gov/topics/earth/features/temp-analysis-2009.html>.
- 3 Hansen et al, Earth's Energy Imbalance: Confirmation & Implications, Science, Vol 308, June 2005: http://pubs.giss.nasa.gov/docs/2005/2005_Hansen_et_al_1.pdf.
- 4 Programme des Nations unies pour l'environnement, Are the Copenhagen Accord Pledges Sufficient to Limit Global Warming to 2C or 1.5C?, 2010. www.unep.org/publications/ebooks/emissionsgapreport/pdfs/GAP_REPORT_SUNDAY_SINGLES_LOWRES.pdf.
- 5 Mark New, Diana Liverman, Heike Schroder, Kevin Anderson, *Four degrees and beyond: the potential for a global temperature increase of four degrees and its implications*, The Royal Society, 13 janvier 2011 <http://rsta.royalsocietypublishing.org/content/369/1934/6.full>.
- 6 Professeur Kevin Anderson, Climate Change: Going Beyond Dangerous, Presentation for Tyndall Centre University of Manchester, juillet 2011. <http://www.slideshare.net/DFID/professor-kevin-anderson-climate-change-going-beyond-dangerous>.
- 7 Maplecroft, World's fastest growing populations increasingly vulnerable to the impacts of climate change – 4th global atlas reports, 26 octobre 2010. http://maplecroft.com/about/news/ccvi_2012.html.
- 8
- 9 La Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement est généralement appelée Sommet de Rio, et Rio+20 indique que 20 ans sont passés depuis que trois traités internationaux y ont été présentés : la Convention-cadre sur les changements climatiques (CCNUCC), la Convention sur la diversité biologique (CDB) et la Convention des Nations unies de lutte contre la désertification (CNUCD), que l'on appelle depuis les Conventions de Rio.
- 10 Martin Khor, *Climate Regime on the Brink*, 20 juin 2011. www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2011/climate20110603.htm.
- 11 Le Groupe africain est constitué par 53 pays d'Afrique.
- 12 L'ALBA est l'Alliance bolivarienne des Amériques, qui comprend 8 pays : Antigua et Barbuda, Bolivie, Cuba, la Dominique, Équateur, Nicaragua, Saint-Vincent-et-Grenadines et Venezuela.
- 13 Réseau du Tiers Monde, Developing countries forge new alliance to save climate regime, 10 octobre 2011.
- 14 Réseau du Tiers Monde, *Continuity of Kyoto Protocol key for developed country mitigation*, 3 octobre 2011 http://www.twinside.org.sg/title2/climate/news/panama01/TWN_panama.up06.pdf.
- 15 ActionAid, *Fiddling with soil carbon markets while Africa burns*, septembre 2011. <http://www.actionaid.org/publications/fiddling-soil-carbon-markets-while-africa-burns>.
- 16 Les Amis de la Terre International, REDD : la réalité noir sur blanc, novembre 2010. <http://www.foei.org/fr/publications/pdfs/redd-the-realities-in-black-and-white/view>.
- 17 Les Amis de la Terre (Angleterre, Galles et Irlande du Nord), *Outcome of the work of the Ad Hoc Working Group on Long-Term Co-operative Action under the Convention, UNFCCC. Submission on draft decision -/CP.16*, 2011. <http://unfccc.int/resource/docs/2011/smsn/ngo/230.pdf>.
- 18 World Development Movement, A long way to go: An update on the state of fast start climate finance, septembre 2010. <http://www.wdm.org.uk/sites/default/files/alongwaytogo.pdf>.
- 19 Les Amis de la Terre International, *World Bank: Catalysing catastrophic climate change*, 2011. <http://www.foei.org/en/resources/publications/pdfs/2011/world-bank-catalysing-catastrophic-climate-change>.
- 20 Martin Khor, *The equitable sharing of atmospheric and development space: Summary*, décembre 2010. <http://www.unep.org/south-south-cooperation/exchangeplatform/News/SouthViewsNo157December2010/tabid/7178/Default.aspx>.
- 21 Martin Khor, *Setback for Green Climate Fund*, Global Trends, 24 octobre 2011. http://thestar.com.my/columnists/story.asp?file=/2011/10/24/columnists/globaltrends/9758337&sc=globaltrends&utm_source=twitterfeed&utm_medium=facebook.
- 22 The New York Times, 'Adding Up the Government's Total Bailout Tab', 24 juillet 2011. <http://www.nytimes.com/interactive/2009/02/04/business/20090205-bailout-totals-graphic.html>.
Bloomberg, 'Wall Street Aristocracy Got \$1.2 Trillion in Secret Loans', 22 août 2011. <http://www.bloomberg.com/news/2011-08-21/wall-street-aristocracy-got-1-2-trillion-in-fed-secret-loans.html>.
- 23 BBC news, 'Tough times' for climate finance says World Bank', 5 octobre 2011. <http://www.bbc.co.uk/news/business-15178030>.
- 24 Miriam Pemberton avec Jonathan Glyn, *Military vs Climate Security: The 2011 Budgets Compared*, Institute for Policy Studies, novembre 2010. http://www.ips-dc.org/reports/military_vs_climate_security_the_2011_budgets_compared.
- 25 BBC News, 'Iraq war illegal, says Annan', 16 September 2004, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/3661134.stm>.
- 26 Greg Muttitt, *Fuel on the Fire – Oil and Politics in Occupied Iraq*, The Bodley Head, 2011. Joseph E. Stiglitz et Linda J. Bilmes, *The Three Trillion Dollar War: The true cost of the Iraq conflict*, W.W. Norton, 2008. <http://threetrilliondollarwar.org/>.
- 27 Réseau du Tiers Monde, *Kyoto Protocol's future hangs in the balance*, 21 June 2011 <http://www.twinside.org.sg/title2/climate/bonn.news.8.htm> (voir actualisation n° 27).
- 28 Les Amis de la Terre (Angleterre, Galles et Irlande du Nord) Reckless Gamblers, communiqué de presse, 16 décembre 2010. http://www.foe.co.uk/news/reckless_gamblers_26472.html.
- 29 Accord des Peuples de Cochabamba, 24 avril 2010. <http://pwccc.wordpress.com/2010/04/24/peoples-agreement/>.
- 30 Tar Sands Action, *Protest Against Keystone XL Pipeline Spreads Across North America*, 16 septembre 2011. <http://www.tarsandsaction.org/press/releases/sep16/>.
- 31 Joseph Stiglitz, 'Of the 1%, by the 1%, for the 1%', Vanity Fair, mai 2011. <http://www.vanityfair.com/society/features/2011/05/top-one-percent-201105>.
- 32 World Institute for Development Economics Research at United Nations University, *Pioneering Study Shows Richest Two Percent Own Half World Wealth*, 5 décembre 2006. http://www.wider.unu.edu/events/past-events/2006-events/en_GB/05-12-2006/.
- 33 October 15th: United for Global Change. <http://15october.net/>.
- 34 Governments agreed on the moratorium in order to ensure that geo-engineering experiments do not take place until social, economic cultural and environmental risks have been properly assessed. This decision does not ban scientific research and does not include Carbon Capture and Storage technologies. See Convention of Biological Diversity, *Report on the tenth meeting of the Conference of the Parties to the Convention on Biological Diversity*, Nagoya, Japan, 18–29 October 2010. <http://www.cbd.int/doc/meetings/cop/cop-10/official/cop-10-27-en.pdf>. Third World Network, *De facto moratorium on geoengineering adopted by CBD Parties*, 2 novembre 2010. <http://www.twinside.org.sg/title2/climate/info.service/2010/climate20101101.htm>.

les amis de la terre international

P.O. Box 19199
1000 GD Amsterdam
The Netherlands
Tel: 31 20 622 1369
Fax: 31 20 639 2181

www.foei.org

les amis de la terre international est le réseau populaire écologiste le plus large du monde, qui relie 76 organisations membres nationales et près de 5 000 groupes d'activistes de tous les continents. Avec plus de 2 millions d'adhérents et de sympathisants répartis autour du monde, nous militons pour la solution des problèmes écologiques et sociaux les plus urgents de notre temps. Nous attaquons la mondialisation économique et nous défendons les solutions susceptibles de contribuer à créer des sociétés respectueuses de l'environnement et socialement justes.

notre vision est celle d'un monde pacifique et responsable, composé de sociétés qui seront en harmonie avec la nature. nous rêvons d'une société de personnes interdépendantes vivant dans la dignité, la complétude et l'épanouissement, où la justice et les droits des personnes seront devenus des réalités.

Ce sera une société bâtie sur la souveraineté et la participation des peuples. elle sera fondée sur la justice sociale, économique, écologique et de genre, et débarrassée de toutes les formes de domination et d'exploitation, qu'elles s'appellent néolibéralisme, mondialisation, néocolonialisme ou militarisme.

Nous pensons que, grâce à ce que nous faisons, l'avenir de nos enfants sera meilleur.

les groupes membres des amis de la terre sont dans les pays suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Angleterre/Galles/Irlande du Nord, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Belgique (Flandre), Bolivie, Brésil, Cameroun, Canada, Chili, Colombie, Corée, Costa Rica, Croatie, Curaçao (Antilles), Chypre, Danemark, Écosse, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grenade (Antilles), Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Lettonie, Liberia, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ancienne République yougoslave de), Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maurice, Mexique, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigeria, Nouvelle-Zélande, Norvège, Ouganda, Palestine, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, République tchèque, Sierra Leone, Slovaquie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Swaziland, Tanzanie, Timor oriental, Togo, Tunisie, Ukraine et Uruguay.

à télécharger sur <http://www.foei.org/fr/publications>



**Les Amis
de la Terre
International**